



LETTRE D'INFORMATION DOCUMENTAIRE



N°2023-09A
15 SEPTEMBRE 2023

SOMMAIRE

SOLIDARITE, COHESION SOCIALE, ENFANCE

Discriminations

Enfance - Famille

Etablissement social et médico-social

Immigration

Insertion

Jeunes

Logement

Pauvreté - Lutte contre les exclusions

Personnes âgées

Personnes en situation de handicap

Politique de la ville

Politiques sociales

Prévention de la radicalisation

Protection de l'enfance

Travail social

Violences

Acquisitions

DISCRIMINATIONS

THE CONVERSATION

Pourquoi les discriminations nourrissent l'ignorance – et inversement
BOUISS Ousama, TheConversation.com, 13/09/2023

<https://theconversation.com/pourquoi-les-discriminations-nourrissent-lignorance-et-inversement-212831>

Les injustices sociales et les discriminations sont causées, entre autres, par des raisonnements trop peu informés et qui manquent de recul.

ENFANCE ET FAMILLE

Petite enfance : la Cnaf rassure les maires quant aux ambitions de la nouvelle Convention d'objectifs et de gestion

Maire-info.com, 14/09/2023

<https://www.maire-info.com/petite-enfance/petite-enfance-la-cnaf-rassure-les-maires-quant-aux-ambitions-la-nouvelle-convention-dobjectifs-gestion-article-27793>

Revalorisation des prestations pour les crèches, refonte de la PSU. . . Les maires ont été en partie entendus par la Cnaf. Dans un entretien accordé à Maire info, le directeur général de la Cnaf Nicolas Grivel apporte des précisions sur les moyens dédiés à la petite enfance sur les cinq prochaines années.

Les intercommunalités souhaitent coordonner la compétence « petite enfance » à l'échelle du bassin de vie

Weka.fr, 04/09/2023

<https://www.weka.fr/actualite/petite-enfance/article/les-intercommunalites-souhaitent-coordonner-la-competence-petite-enfance-a-l-echelle-du-bassin-de-vie-169920/>

Alors qu'un texte voté par le Sénat en début d'été crée un statut d'autorité organisatrice de la petite enfance, confié aux communes, Intercommunalités de France y voit un danger pour des années de politiques publiques de la petite enfance, menées dans les territoires ruraux et périurbains.

Petite enfance

Quart monde, 2023, n° 267, p. 2-49

<https://www.revue-quartmonde.org/11107>

De jeunes parents du Pas de Calais qui ont participé à un projet d'ATD Quart Monde de promotion familiale et culturelle à partir du petit enfant, disent quel espoir soulève la venue d'un enfant, et de manière très fine « *ce qui les a aidés, pas aidés, ou aurait pu les aider* » pour prendre soin de leurs enfants et leur assurer l'avenir le meilleur. Souvent stigmatisés et disqualifiés très tôt, ils sont en grand risque, dès la conception de leur enfant, de dépossession de leurs apprentissages parentaux, de négation de leur réel savoir-faire, voire d'éclatement. L'éclairage est également porté sur des initiatives qui innovent et travaillent avec bienveillance, en France, Italie, Belgique et au Canada, pour accompagner les apprentissages nécessaires et renforcer les liens intrafamiliaux. La fraternité, que la vie de pauvreté abîme souvent, peut devenir alors le creuset de la transmission d'une histoire, d'une culture commune aux enfants, à leurs parents, à la société, dont ces projets les rendent acteurs.



Accueil de la petite enfance

Le Monde Dans les crèches, la rentrée s'annonce en « mode dégradé » : « Les difficultés de recrutement ont empiré ces deux dernières années »

Lemonde.fr, 31/08/2023

https://www.lemonde.fr/societe/article/2023/08/31/dans-les-creches-confrontees-a-une-forte-penurie-de-professionnels-c-est-le-systeme-d-6187209_3224.html

Alors qu'il manque environ 10 000 personnes formées, les conséquences pourraient être importantes pour les parents en cas de réduction de l'amplitude horaire ou de fermeture.

Pourquoi plus personne ne veut travailler en crèche

Alternatives-economiques.fr, 05/09/2023

<https://www.alternatives-economiques.fr/plus-personne-ne-veut-travailler-creche/00107980?>

Alors que les métiers de la petite enfance connaissent une crise de recrutement sans précédent, les professionnels dénoncent la dérégulation du secteur qui est venue dégrader leurs conditions de travail.

<https://igas.gouv.fr/Qualite-de-l-accueil-et-prevention-de-la-maltraitance-institutionnelle-dans-les.html>



Prévention de la maltraitance institutionnelle en crèche : le rôle des psychologues cliniciens

Lesprodelapetiteenfance.fr, 12/09/2023

<https://lesprodelapetiteenfance.fr/vie-professionnelle/organisation-et-pratiques-professionnelles/prevention-de-la-maltraitance-institutionnelle>

Le rapport de l'IGAS intitulé « Qualité de l'accueil et prévention de la maltraitance dans les crèches », pour lequel l'A.NA.PSY.pe a notamment été auditionnée, est paru au printemps 2023. Ce rapport est sans conteste un document essentiel, riche, fourni. C'est par ailleurs un outil de travail qui fait désormais référence, sur lesquels professionnels, parents, gestionnaires, fédérations, associations et pouvoirs publics peuvent s'appuyer. La psychologie y a une place centrale et transversale. Dans cet article, Marine Schmoll, Hélène Raulin et Christelle Benard, psychologues en crèches et membres de l'A.NA.PSY.p.e, reviennent sur les axes psychologiques majeurs du rapport. Et apportent quelques précisions concernant le rôle du psychologue clinicien dans le travail de prévention de la maltraitance institutionnelle en crèche.

<https://igas.gouv.fr/Qualite-de-l-accueil-et-prevention-de-la-maltraitance-institutionnelle-dans-les.html>

Le sommeil de l'enfant [Dossier] / NIESSEN Simone

EJE journal : le journal des éducateurs de jeunes enfants, 09/2023, n° 102, p. 31-38

Au sommaire :

- Rappel des idées clés et repères des signes de fatigue
- Quoi répondre aux questions des parents sur le sommeil ?
- Poster sur le sommeil
- Le sommeil de l'enfant : quel accompagnement ?
- Agenda du sommeil

Mythes et réalités des projets en EAJE [Dossier] / DUMORTIER Jérôme

EJE journal : le journal des éducateurs de jeunes enfants, 09/2023, n° 102, p. 40-57

Projet d'établissement, social, éducatif, pédagogique...

Le mot « projet » regroupe différents éléments qu'il est important de ne pas mélanger, et de nombreux professionnels s'y perdent, sont confus, alors même qu'ils sont censés être formés sur le sujet. Alors que certains projets sont obligatoires en EAJE, d'autres non, il était important de faire le point sur la question et de donner de vrais outils qui vous aideront dans l'élaboration de vos projets. L'occasion également d'observer les réalités d'application des projets en crèche : problèmes d'absentéisme, de turn-over, de taux d'encadrement... comment maintenir la stabilité d'un projet ? Cela est-il même possible ? Comment les projets évoluent-ils ?



ETABLISSEMENT SOCIAL ET MEDICO-SOCIAL

Social et médicosocial (3/3) : Dysfonctionnements dans les ESSMS : Comment aborder leur fermeture

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 04/09/2023, n° 2680, p. 54-55
<https://archives.lagazettedescommunes.com/40983378>

- Décision

Lorsqu'un établissement ou service social et médicosocial (ESSMS) dysfonctionne, une suspension ou une cessation d'activité peuvent être décidées.

- Cessation d'activité

La cessation d'activité ne peut, par principe, et sauf urgence, intervenir qu'après une injonction ou une administration provisoire et le respect d'une procédure contradictoire préalable.

- Conséquences

Plusieurs conséquences découlent de la cessation d'activité, dont le sens va pour beaucoup dépendre des choix opérés par l'autorité ayant délivré l'autorisation.

Social et médicosocial (2/3) : Dysfonctionnements dans les ESSMS : comment réagir

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 28/08/2023, n° 2678-2679, p. 54-55
<https://archives.lagazettedescommunes.com/40918829>

- Panel de mesures

En cas de dysfonctionnements avérés au sein d'un établissement ou service social et médicosocial (ESSMS), les autorités disposent d'un panel de mesures pouvant être mises en œuvre.

- Astreintes

Outre deux catégories d'injonction, des astreintes, assorties ou non d'une sanction financière, peuvent, dans certains cas, être également prononcées.

- Administrateur

La nomination d'un administrateur provisoire peut encore être décidée, qui aura pour mission de rétablir le bon fonctionnement de l'ESSMS.

Les clés pour affronter la désinsertion professionnelle

Direction(s), 09/2023, n° 222, p. 34-35

La désinsertion professionnelle fait l'objet d'un intérêt croissant dans le monde du travail. Dans les établissements et services sociaux et médico-sociaux, elle représente un enjeu pour pallier la baisse d'attractivité du secteur et maintenir les salariés en emploi. Comment la prévenir ? Quels spécialistes solliciter ? Tour d'horizon des dispositifs existants.

Soigner aussi ses seniors

Direction(s), 09/2023, n° 222, p. 26-33

Taux important de personnels en fin de carrière, accidentologie record, nombreux départs précoces... Dans le secteur social et médico-social, la situation de l'emploi tient du cocktail explosif. Pour préserver leurs seniors, les employeurs, déjà confrontés à la pénurie de nouvelles recrues, n'ont pas d'autre choix que de bâtir une politique adaptée.

Le nouveau dispositif d'évaluation des ESSMS : entre avancées saluaires et incertitudes

Revue de droit sanitaire et social, 07/2023, n° 46, p. 737-747

Les établissements et services à caractère social et médico-social (ESSMS) sont soumis depuis la loi 2002-2 du 2 janvier 2002 à une obligation d'auto-évaluation et d'évaluation externe. Le système d'évaluation des ESSMS a été récemment refondu par la loi du 24 juillet 2019, le décret du 12 novembre 2021 et surtout par le référentiel établi par la Haute Autorité de Santé qui doit désormais structurer les évaluations quinquennales. Si des avancées en termes de formation des évaluateurs et d'ordonnement du dispositif sont à souligner, la refonte du système évaluatif n'est pas sans soulever de nombreuses interrogations.



IMMIGRATION



Guide pour une France accueillante, 06/2023, 23 p.

<https://www.anvita.fr/assets/MlbcResource/Guide-des-pratiques-2022-Final-3.pdf>

Ce guide recense des pratiques inspirantes en termes d'accueil inconditionnel et d'inclusion des personnes immigrées.

Le prix des migrants / DELEIXHE Martin

Esprit, 09/2023, n° 301, p. 24-28

<https://www.cairn.info/revue-esprit-2023-9-page-24.htm>

La Commission européenne souhaite approfondir la solidarité entre États membres pour l'accueil des demandeurs d'asile. Mais elle attache un prix aux migrants, ce qui risque d'aggraver les inégalités de répartition et la déshumanisation des migrants.

Migrants - "Les équipes mobiles psychiatrie", fragile asile à Paris

Libération, 03/09/2023, p. 10-11

https://www.liberation.fr/economie/esther-duflo-sur-le-fait-daider-les-pauvres-nous-sommes-revenus-a-notre-mefiance-fondamentale-20230901_S3HNOILG2NBR7M3NN5NL3EWCG4/

A Paris, 80 % des 4 000 personnes fréquentant les «équipes mobiles psychiatrie précarité» sont désormais des exilées, souvent polytraumatisées. Leur précarité, tant au niveau administratif que de l'hébergement, rend difficile un traitement de longue durée des troubles lourds.

Projet de loi " immigration et asile " : et les maires dans tout ça ?

Courrier des maires et des élus locaux (le), 09/2023, n° 372, p.8-10

Alors que le texte est annoncé pour l'automne au Parlement, la répartition des exilés et demandeurs d'asile interroge nombre de maires. Si la plupart acceptent de "prendre leur part ", d'autres dénoncent la méthode de l'Etat . . . et autres imperfections.

THE CONVERSATION

Santé mentale des migrants : prévenir et agir est une question de santé publique / SAGLIO YATZMIRSKY Marie-Caroline

TheConversation.com, 10/09/2023

<https://theconversation.com/sante-mentale-des-migrants-prevenir-et-agir-est-une-question-de-sante-publique-211757>

Les migrants qui ont vécu des violences extrêmes présentent un risque de développer des troubles psychiques : une autre politique de santé mentale pour prévenir et soigner est nécessaire.

Prévalence, conséquences des mutilations sexuelles féminines chez les demandeuses d'asile en Île-de-France et caractéristiques sociodémographiques / MARQUES Serge, DUFAYET

Laurène, DEQUETTE Céline

Santé publique, 2023, n° 2, p. 115-126

<https://www.cairn.info/revue-sante-publique-2023-2-page-115.htm>

Les MSF sont un problème de santé publique à l'échelle mondiale mais également en France du fait des parcours migratoires. Cette étude descriptive a permis de réaliser un premier état des lieux médical des MSF chez les demandeuses d'asile reçues à l'UMJ Hôtel-Dieu de Paris, et des difficultés au diagnostic de MSF. D'autres études seraient utiles pour corroborer et comparer nos résultats.



INSERTION

Les minimas sociaux à l'épreuve des réformes

Horizons publics, 09/2023, n° 35, p. 32-89

Transformation de Pôle emploi en France Travail, création d'un contrat d'engagement pour les demandeurs d'emploi, nouvelles obligations pour les allocataires du revenu de solidarité active (RSA), etc. Le projet de loi pour le plein emploi du Gouvernement, adopté par le Sénat en plein été 2023 et qui sera examiné à l'automne de la même année par l'Assemblée nationale, contient de nombreux changements pour tenter de réduire le taux de chômage à 5 % d'ici 2027. Il prévoit notamment d'augmenter la pression sur le retour à l'emploi des allocataires du RSA en conditionnant le versement de l'allocation à la signature d'un contrat d'engagement avec quinze à vingt heures d'activité hebdomadaire obligatoires. Cette mesure relance une controverse historique sur l'action publique en matière de lutte contre la pauvreté, faisant du RSA le symbole d'une méfiance grandissante à l'égard des personnes vivant des minima sociaux. Fidèle à notre ligne éditoriale d'exploration de nouveaux horizons pour l'action publique, votre revue vous invite, avec ce numéro, à interroger cette réforme à l'aune des enjeux de solidarités, d'insertion et de lutte contre la pauvreté avec une diversité de regards.

<https://www.horizonspublics.fr/revue/septembre-octobre-2023/les-minimas-sociaux-lepreuve-des-reformes>



Sortie de prostitution et insertion professionnelle.

Un guide pour outiller les professionnel.les de l'insertion à accompagner les personnes ayant connu la prostitution, Mouvement du Nid, 2023, 48 p.

<https://mouvementdunid.org/wp-content/uploads/2023/09/Brochure-Reinsertion-web-195x260-web-19072023.pdf>

De quoi parle-t-on réellement lorsque l'on parle de sortie de système prostitutionnel ?

Quels sont les enjeux pour les personnes concernées ? Et comment les professionnel.les de l'insertion socioprofessionnelle peuvent-ils/elles accompagner les personnes ayant connu un parcours de prostitution vers l'insertion et l'emploi ?

Le Monde L'accompagnement sur mesure du retour à l'emploi des chômeurs de longue durée

Lemonde.fr, 06/09/2023

https://www.lemonde.fr/emploi/article/2023/09/06/l-accompagnement-sur-mesure-du-retour-a-l-emploi-des-chomeurs-de-longue-duree_6188037_1698637.html

Dans le territoire zéro chômeurs de longue durée de Bouffémont (Val-d'Oise), l'engagement des cadres est un prérequis. Gérer des parcours individualisés demande beaucoup de polyvalence et de flexibilité.

Une application qui capte les jeunes en panne d'orientation

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 11/09/2023, n° 2681, p. 44-45

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40995914>

Les structures d'orientation et d'accompagnement ont du mal à toucher un public jeune qui ne vient plus dans les institutions. La région Grand Est a fait appel à la start-up Hello Charly, qui utilise les réseaux sociaux pour accrocher et guider ces jeunes dans leur parcours d'orientation.

L'appli discute avec eux, leur propose des informations et vidéos ciblées, des émissions avec des influenceurs, et les met en lien avec des acteurs locaux.



JEUNES



Revenu solidarité jeunes / DULIN Antoine

Fondation Jean Jaurès, 06/09/2023

<https://www.jean-jaures.org/publication/revenu-solidarite-jeunes-retour-sur-deux-ans-d-experimentation-a-la-metropole-de-lyon/>

Sur les 27 pays de l'Union européenne, la France fait partie des quatre États membres qui excluent les jeunes de 18 à 25 ans de l'accès à un revenu minimum. Face à la pauvreté des jeunes et pour pallier le manque de solidarité nationale dans un contexte où le gouvernement souhaite réformer le Revenu de solidarité active (RSA), la métropole de Lyon expérimente depuis deux ans la mise en œuvre d'un Revenu solidarité jeunes (RSJ). Antoine Dulin, expert des politiques de jeunesse, présente les contours de ce dispositif qui permet un accompagnement adapté aux besoins des jeunes en fonction de leur parcours.

Genre et identité. Questions pour l'adolescent [Dossier]

Journal des psychologues (le), 09/2023, n° 406

<https://www.cairn.info/revue-le-journal-des-psychologues-2023-5.htm>

Au sommaire :

- Présentation
- De la transidentification pubertaire
- L.G.B.T.Q.Q.I.2.S.A.A. . .
- Choisir son sexe à l'adolescence ?
- La rencontre clinique et ses outils « trans »
- Accompagner les mineurs trans : une expérience clinique évolutive
- Les parents face à la transsexualité de leur enfant : une inquiétante étrangeté
- La question « trans » à l'école Comment mettre en mouvement la pensée des professionnels de l'éducation ?

LOGEMENT

Le Monde Mal-logement : les résultats insuffisants de la France face à ses voisins européens

Lemonde.fr, 05/09/2023

https://www.lemonde.fr/societe/article/2023/09/05/mal-logement-les-resultats-insuffisants-de-la-france-face-a-ses-voisins-europeens_6187862_3224.html

Selon un rapport sur la lutte contre le sans-abrisme et l'habitat indigne publié par la Fondation Abbé Pierre et la Fédération européenne des organisations nationales travaillant avec les sans-abri, Paris n'obtient pas de résultats particulièrement probants

En Seine-Saint-Denis, le « plafond anti-ghetto » de la région suscite une levée de boucliers / DA VEIGA Léo

Lesechos.fr, 14/09/2023

<https://www.lesechos.fr/pme-regions/ile-de-france/en-seine-saint-denis-le-plafond-anti-ghetto-de-la-region-suscite-une-leeve-de-boucliers-1978136>

Dans le projet du nouveau SDRIF-E, Valérie Péresse, la présidente du conseil régional d'Ile-de-France, demande aux communes franciliennes de limiter à 30 % le taux de logements très sociaux sur leur territoire. En Seine-Saint-Denis, beaucoup sont concernées.



Bien loger les étudiants, une clé de leur émancipation / KNAUF Nicolas, DAËL Vincent, Fondation Jean Jaurès, 31/08/2023

<https://www.jean-jaures.org/publication/bien-loger-les-etudiants-une-cle-de-leur-emption/>

Comment lutter contre le mal-logement étudiant alors que les résidences universitaires du Crous ne logeaient qu'un étudiant boursier sur quatre en 2021, que les loyers n'ont cessé d'augmenter et que les jeunes sont davantage touchés par la pauvreté que les autres classes d'âge ? À l'approche de la rentrée universitaire, Vincent Daël, doctorant en droit de la santé, et Nicolas Knauf, collaborateur d'élus, dressent un état des lieux de cette politique publique qui doit être repensée en tenant compte de l'augmentation des besoins et de leur évaluation nécessaire.

PAUVRETE



En Europe, au moins 895 000 personnes sans abri en 2022

Fondation abbé pierre, 04/09/2023

<https://www.fondation-abbe-pierre.fr/actualites/en-europe-au-moins-895-000-personnes-sans-abri-en-2022>

La Fondation et la FEANTSA présentent leur 8e Regard sur le mal-logement en Europe. Cette étude révèle notamment qu'au moins 895 000 personnes étaient toujours sans abri en Europe, soit chaque nuit, une population équivalente à celle d'une ville comme Marseille ou Turin est privée de « chez-soi ».

https://www.fondation-abbe-pierre.fr/sites/default/files/2023-08/8_Regard_Europe_2023_VDEF.pdf

Nathalie Latour (FAS) : « Il faut un véritable plan Marshall ! »

Direction(s), 09/2023, n° 222, p. 22-24

Pour la directrice générale de la Fédération des acteurs de la solidarité, l'accès au logement reste un enjeu majeur en dépit des annonces du Conseil national de la refondation. Nathalie Latour déplore un manque de visibilité des politiques de solidarité, tiraillées entre des lignes idéologiques en tension. Conséquence : la fragilisation des acteurs de l'hébergement et de leurs publics par le retour de la gestion au thermomètre.

« Le partage du fardeau financier de transition, nouvelle question sociale », Philippe Coulangeon, sociologue

Courrier des maires et des élus locaux (le), 09/2023, n° 372, p. 38-39

Avec ses travaux tant sur la sociologie des inégalités et des classes sociales que sur l'appropriation de la question environnementale, le chercheur Philippe Coulangeon porte un regard acéré sur les dimensions sociale et politique de la transition écologique en France.

Action sociale : Les élus agissent en proximité

Maires de France, 09/2023, n° 415, p. 30-31

Aide aux ménages en difficulté face à l'inflation, accompagnement des personnes isolées et vulnérables, lutte contre le non-recours aux droits. . . , l'action sociale de proximité est essentielle pour soutenir les personnes en situation de précarité. Même si leurs moyens sont limités, les petites communes se mobilisent pour proposer des aides.



Familles et pauvreté

Les inégalités scolaires ne se creusent pas seulement à l'école primaire

Lesechos.fr, 06/09/2023

<https://www.lesechos.fr/politique-societe/societe/les-inegalites-scolaires-ne-se-creusent-pas-seulement-a-lecole-primaire-1975882>

Selon une note de France Stratégie, les inégalités se cumulent tout au long de la scolarité des élèves, dès la petite enfance. L'origine sociale joue un rôle déterminant.

<https://www.strategie.gouv.fr/publications/poids-heritages-parcours-scolaires>

Petite enfance

Quart monde, 2023, n° 267, p. 2-49

<https://www.revue-quartmonde.org/11107>

De jeunes parents du Pas de Calais qui ont participé à un projet d'ATD Quart Monde de promotion familiale et culturelle à partir du petit enfant, disent quel espoir soulève la venue d'un enfant, et de manière très fine « *ce qui les a aidés, pas aidés, ou aurait pu les aider* » pour prendre soin de leurs enfants et leur assurer l'avenir le meilleur. Souvent stigmatisés et disqualifiés très tôt, ils sont en grand risque, dès la conception de leur enfant, de dépossession de leurs apprentissages parentaux, de négation de leur réel savoir-faire, voire d'éclatement. L'éclairage est également porté sur des initiatives qui innovent et travaillent avec bienveillance, en France, Italie, Belgique et au Canada, pour accompagner les apprentissages nécessaires et renforcer les liens intrafamiliaux. La fraternité, que la vie de pauvreté abîme souvent, peut devenir alors le creuset de la transmission d'une histoire, d'une culture commune aux enfants, à leurs parents, à la société, dont ces projets les rendent acteurs.

Inclusion numérique

Inclusion numérique : les associations d'élus demandent « une clarification des engagements financiers de l'État »

Maire-info.com, 06/09/2023

<https://www.maire-info.com/numerique/inclusion-numerique-les-associations-delus-demandent-une-clarification-engagements-financiers-etat--article-27755>

Treize associations d'élus engagées en faveur de l'inclusion numérique demandent au gouvernement un engagement financier clair et inscrit dans la durée pour notamment soutenir les feuilles de route locales et la pérennisation des conseillers numériques, dont 60 % sont actuellement des agents territoriaux.

https://medias.amf.asso.fr/upload/files/369ae99c-c76_Guide-de-cofinancement.pdf

Non-recours

Lutter contre le non-recours aux droits en milieu rural

Maires de France, 09/2023, n° 415, p. 37

La démarche de la communauté de communes Du Rhône aux gorges de l'Ardèche (9 communes, 19 300 hab.) permet d'identifier les personnes en difficulté.



Précarité alimentaire

CRÉDOC

La débrouille de ceux qui ne mangent pas à leur faim

Note de synthèse [du CREDOC], 2023, n° 36, 4 p.

<https://www.credoc.fr/publications/la-debrouille-des-personnes-qui-ne-mangent-pas-toujours-a-leur-faim>

Une étude du Crédoc a montré qu'en novembre 2022, 16 % de la population était en situation de précarité alimentaire, déclarant n'avoir pas toujours assez à manger. La principale raison citée est un manque de moyens financiers, dans un contexte de forte inflation des produits alimentaires. Ainsi, les personnes en manque de nourriture doivent faire des arbitrages parfois complexes pour s'adapter au manque d'aliments. Pour mieux comprendre ces arbitrages et leurs spécificités par rapport à celles de la population générale, le CRÉDOC a exploité un ensemble de questions sur la précarité alimentaire inséré, en collaboration avec l'INRAE et l'Université de Bordeaux, dans l'enquête Conditions de vie et aspirations des Français. Les résultats montrent d'une part que les modes d'approvisionnement des précaires diffèrent peu de ceux de la population générale, l'aide alimentaire ne représentant qu'une partie de leur approvisionnement. Ils mettent aussi en évidence la diversité des solutions déployées par les personnes précaires, comme le fait d'arbitrer entre les lieux d'approvisionnement, d'acheter des aliments moins chers ou de limiter les quantités. Leur isolement limite le recours à l'aide des proches. Enfin, le sentiment de honte et la méconnaissance de l'aide alimentaire sont les principaux freins déclarés pour en bénéficier, soulignant le caractère stigmatisant des difficultés à se nourrir.

Grâce aux Relais popote, les personnes mal logées peuvent se préparer à manger

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 28/08/2023, n° 2678, p. 46-47

<https://www.lagazettedescommunes.com/881907/grace-aux-relais-popote-les-personnes-mal-logees-peuvent-se-preparer-a-manger/?abo=1>

A Bordeaux, grâce aux Relais popote créés par le CCAS, les personnes en situation de mal-logement ont accès à un endroit où elles peuvent préparer leur repas et manger sur place. Neuf structures mettent leur cuisine à disposition sur des créneaux dédiés. D'abord accompagnés par une animatrice, les usagers peuvent ensuite venir en autonomie.

Précarité énergétique

Précarité énergétique : les collectivités au chevet des habitants

Courrier des maires et des élus locaux (le), 09/2023, n° 372, p. 44-46

Que peuvent les collectivités, de manière directe ou indirecte, en matière de lutte contre la précarité énergétique et l'aide à la rénovation thermique des logements de leurs habitants ? Régions, départements, intercommunalités et communes ne manquent pas d'options pour suppléer l'État dans l'aide aux ménages en situation de précarité énergétique du fait de la vétusté, voir de l'insalubrité, de leur habitation.

Précarité énergétique, la double peine

Courrier des maires et des élus locaux (le), 09/2023, n° 372, p. 32

Des logements trop froids en hiver, trop chauds en été : la précarité énergétique touche près de 12 millions de personnes en France. Un chiffre en augmentation ces derniers mois avec la flambée du prix des énergies.



PERSONNES AGEES

Accessibilité géographique à l'offre médico-sociale et sanitaire pour les personnes âgées : une approche territoriale

DREES - études et résultats, 09/2023, n° 1279, 7 p.

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/sites/default/files/2023-09/ER1279.pdf>

La Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES) et l'Institut des politiques publiques (IPP) publient une étude qui mesure l'accessibilité géographique à l'offre médico-sociale et sanitaire pour les personnes âgées en France métropolitaine en 2019. Elle s'appuie sur le rapport de l'Institut des politiques publiques dont la parution est simultanée. Cette étude recense l'ensemble des professionnelles intervenant auprès de personnes âgées pour prendre leur perte d'autonomie en charge et les met en regard de la demande potentielle à proximité, approchée ici par le nombre de personnes âgées de 60 ans ou plus. Ce faisant, elle propose des indicateurs dits « accessibilité potentielle localisée » (APL) à l'offre d'accompagnement des personnes âgées en perte d'autonomie.

Les nouveaux modèles organisationnels pour faire face au vieillissement de la population dans le monde, Fehap, 2023, 21 p.

https://www.fehap.fr/jcms/navigation-internet/livre-blanc-veillissement-12906_DBFileDocument

La Fédération des Etablissements Hospitaliers et d'Aide à la Personne (FEHAP) s'est associée en 2017 à Dialog Health pour proposer des voyages d'étude internationaux à ses adhérents. Du Québec à la Suède, en passant par le Japon ou le Portugal, les directeurs et équipes du champ sanitaire, social et médico-social ont pu découvrir des pratiques inspirantes pour innover et encore mieux répondre aux besoins de leurs usagers.

Le présent livre blanc condense des innovations organisationnelles dans le champ de l'accompagnement des personnes âgées et collectées à l'occasion de missions apprenantes organisées en 2022 et 2023. Les bonnes pratiques présentées sont organisées autour de trois thèmes : le maintien à domicile, les formes habitats réinventées et les nouvelles approches pour accompagner nos aînés. Les voyages d'étude internationaux sont une opportunité unique de découvrir de nouvelles approches et solutions aux problématiques rencontrées, renforçant ainsi la dynamique innovante impulsée par la FEHAP dans le système de santé français.

Ehpad

Podcast - À Bessèges, l'engagement se fait collectif pour un Ehpad plus durable, 12/09/2023, 24.22 mn

<https://smartlink.ausha.co/la-sante-decarbhone/a-besseges-l-engagement-se-fait-collectif-pour-un-ehpad-plus-durable>

Hospimedia poursuit son podcast sur les actions des établissements pour réduire leur impact sur l'environnement. Ce onzième épisode donne la parole aux professionnels engagés de l'Ehpad gardois de Bessèges. Sous l'impulsion d'une porteuse de projets motivée, la démarche écoresponsable se déploie sur tous les fronts via des ambassadeurs.

Ehpad : s'ouvrir en logeant aussi des jeunes

Direction(s), 09/2023, n° 222, p. 38-39

Des loyers très modérés pour des étudiants contre quelques heures de bénévolat auprès des résidents : la formule semble avoir tout du gagnant-gagnant. À condition d'avoir suffisamment travaillé le projet en amont et de bien poser le cadre.



Au village Alzheimer, c'est comme à la maison

Direction(s), 09/2023, n° 222, p. 14-17

Dax (Landes). Un environnement chaleureux, une proximité des équipes et la préservation maximale de l'autonomie physique et décisionnelle : depuis son ouverture en juin 2020, le Village landais Alzheimer propose un modèle d'accompagnement unique en France, permis par un taux d'encadrement important. Un fonctionnement encore expérimental, dont la pérennité dépend des résultats de deux études scientifiques.

Animations intergénérationnelles : à la rencontre des aînés

Journal de l'animation (le), 09/2023, n° 241, p. 54-57

La richesse des liens intergénérationnels qui se tissent quand les anciens et les enfants se côtoient est immense. Et les équipes d'animation sont nombreuses à monter des projets favorisant les échanges et les rencontres entre leurs publics et ceux d'EHPAD. Pourquoi pas vous ?

Fin de vie

Fin de vie : pour le conseil de la CNSA, l'aide active à mourir devra être bordée

Média social (Le), 11/09/2023

https://www.lemediasocial.fr/fin-de-vie-pour-le-conseil-de-la-cnsa-l-aide-active-a-mourir-devra-etre-bordee_E7M2hq

Le conseil de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) a rendu public un document sur la fin de vie. Il préconise de limiter au maximum les possibilités d'un recours éventuel à l'aide active à mourir et d'encourager toutes les initiatives et dispositions permettant d'en finir avec le tabou de la mort.

https://www.cnsa.fr/documentation/contribution_fin_de_vie-vf_fond_gris.pdf

Logement

Un guide propose des clés pour le déploiement de l'offre d'habitat intermédiaire

Hospimedia, 08/09/2023

<https://abonnes.hospimedia.fr/articles/20230908-offre-medico-sociale-un-guide-propose-des-cles>

L'Anap publie un guide dédié aux résidences services et résidences autonomie pour permettre aux gestionnaires de comprendre et déployer cette offre. Les places sont amenées à se développer, estime l'agence.

<https://anap.fr/s/article/habitat-intermediaire-optimisez-votre-foncier-diversifiez-votre-offre>



PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

L'accompagnement des personnes en situation de handicap vieillissantes

Cour des comptes, 09/2023, 143 p.

<https://www.ccomptes.fr/fr/publications/laccompagnement-des-personnes-en-situation-de-handicap-vieillissantes>

L'augmentation du nombre de personnes en situation de handicap âgées de plus de 50 ans constitue un phénomène de grande ampleur. Le nombre de bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) de plus de 50 ans a augmenté de 55 % entre 2011 et 2019. Ces chiffres résultent de la combinaison de l'avancée en âge des générations nées dans l'après-guerre et de l'amélioration sensible de l'espérance de vie des personnes en situation de handicap. Pour autant, cette évolution démographique n'a pas été anticipée par les pouvoirs publics et ses conséquences sur les besoins en établissements et en services spécifiques n'ont pas été prises en compte. Le rapport publié ce jour a pour objet d'étudier les conséquences de ce phénomène démographique majeur, insuffisamment appréhendé par les pouvoirs publics.

L'inclusion des personnes en situation de handicap : retours d'expérience internationaux, Fehap, 2023, 21 p.

https://www.fehap.fr/jcms/navigation-internet/livre-blanc-handicap-12907_DBFileDocument

La Fédération des Établissements Hospitaliers et d'Aide à la Personne (FEHAP) s'est associée en 2017 à Dialog Health pour proposer des voyages d'étude internationaux à ses adhérents.

Du Québec à la Suède, en passant par le Japon ou le Portugal, les directeurs et équipes du champ sanitaire, social et médico-social ont pu découvrir des pratiques inspirantes pour innover et encore mieux répondre aux besoins de leurs usagers.

Le présent livre blanc condense des innovations organisationnelles favorisant l'inclusion des personnes en situation de handicap et collectées à l'occasion de missions apprenantes organisées en 2022 et 2023. Rendre la société, l'école, l'emploi ou l'habitat plus inclusifs sont au cœur des missions des établissements privés à but non-lucratifs. Les voyages d'étude internationaux sont une opportunité unique de découvrir de nouvelles approches et solutions aux problématiques rencontrées, renforçant ainsi la dynamique innovante impulsée par la FEHAP dans le système de santé français.

Handicap : réinsérer sans tarder, mais sans brusquer

Média social (Le), 31/08/2023

Près de Lorient (56), Kerpape est un centre de rééducation pour personnes handicapées suite à un accident. Un service d'insertion sociale et professionnelle d'une quinzaine de professionnels accompagne les patients hospitalisés à reprendre leur emploi, envisager une réorientation ou accepter une inaptitude professionnelle.

Handicap - "Beaucoup de gens parlent à notre place"

Libération, 31/08/2023, n° 13115, p. 12-13

Censée pouvoir peser sur les politiques publiques, le Conseil national consultatif des personnes handicapées dispose en fait d'une marge de manœuvre limitée. Décidé à sortir de l'instance de sa torpeur, Jérémie Boroy, son premier président en situation de handicap, milite pour inclure davantage de personnes concernées parmi ses membres.



Un sas entre protection de l'enfance et handicap

Direction(s), 09/2023, n° 222, p. 18-20

Morhange (Moselle). Le service d'accompagnement spécifique intervient auprès de jeunes en situation de handicap confiés à l'aide sociale à l'enfance. Dix places d'internat et une équipe mobile ont été créées en 2021 pour sécuriser les parcours de ces jeunes à double vulnérabilité et venir en appui aux professionnels.

Autisme et TND

Série Vidéos - Aspie-Friendly, 2022

<https://www.canal-u.tv/chaines/af/aspie-friendly-la-serie/1-le-trouble-du-spectre-de-l-autisme>

"Aspie-Friendly - La Série" est une série de courts-métrages de sensibilisation à l'autisme à l'université.

Mieux faire connaître les particularités des personnes autistes sans déficience intellectuelle est la première des conditions de leur inclusion sociale. Les personnes en contact avec les personnes autistes sont souvent déroutées et peinent à comprendre leurs caractéristiques, voire attribuent des causes négatives à des comportements qu'ils ou elles jugent problématiques.

Il est donc nécessaire de bénéficier de ressources de formation en ligne, facilement accessibles dans tous les sens du terme : gratuites, simples dans leur expression, efficaces, attrayantes, engageantes, tout en restant fondées scientifiquement.

Un des objectifs de cette série est de pouvoir proposer à toute personne en contact avec une personne autiste sans déficience intellectuelle des ressources qu'il ou elle pourra consulter rapidement, focalisées sur des thèmes adaptés aux besoins.

Sexualité

Un guide de l'AFM-Téléthon donne des clés sur la sexualité des personnes handicapées

Hospimedia, 11/09/2023

<https://abonnes.hospimedia.fr/breves/20230911-usagers-un-guide-de-l-afm-telethon-donne>

L'AFM-Téléthon consacre son dernier guide Savoir et comprendre à la sexualité des personnes atteintes de maladies neuromusculaires. Ce document, qui s'adresse plutôt aux personnes concernées, peut être une entrée en matière pour aider les professionnels à aborder la question et donner des clés aux personnes en situation de handicap.

<https://www.afm-telethon.fr/fr/reperes>

POLITIQUE DE LA VILLE

Les banlieues ne croulent pas sous l'argent public

Alternatives économiques, 09/2023, n° 438, p. 42-43

<https://www.alternatives-economiques.fr/non-banlieues-ne-croulent-largent-public/00107565>

Dans le contexte des révoltes urbaines de ces derniers jours, l'extrême droite dénonce un supposé traitement de faveur dont bénéficieraient les banlieues. Un discours qui ne résiste pas à l'analyse.



Quand la data éclaire la politique de la ville [Dossier]

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 04/09/2023, n° 2680, p. 30-35

<https://gazette->

pvgpsla6.lagazettedescommunes.com/fr/pvPageH5B.asp?puc=006547&nu=2680&pa=1#30

Détention d'informations : Quels emplois les habitants des quartiers prioritaires de mon territoire cherchent-ils? Les personnes éligibles au RSA la perçoivent-elles? Les réponses à ces questions existent sous forme de données détenues par les acteurs publics et privés.

Cadre de partage : Plusieurs expérimentations le démontrent : il est possible de récupérer ces informations. La mise en place d'un cadre de partage est indispensable, avec des limites éthiques parfois nécessaires. Des "clauses data" peuvent simplifier ce travail.

Orientation des mesures sociales : Les données récupérées permettent d'orienter les politiques publiques. Si elles ne sont que des statistiques, elles sont cependant suffisamment précises et récentes pour aider à la prise de décision en matière de mesures sociales.

POLITIQUES SOCIALES

« Le partage du fardeau financier de transition, nouvelle question sociale », Philippe Coulangeon, sociologue

Courrier des maires et des élus locaux (le), 09/2023, n° 372, p. 38-39

Avec ses travaux tant sur la sociologie des inégalités et des classes sociales que sur l'appropriation de la question environnementale, le chercheur Philippe Coulangeon porte un regard acéré sur les dimensions sociale et politique de la transition écologique en France.

Action sociale et médico-sociale et nouvelle gestion / POINSOT Olivier

Revue de droit sanitaire et social, 07/2023, n° 46, p. 727-736

Né au Etats-Unis sous l'influence de l'école néoclassique, le New public management (NPM) - ou nouvelle gestion publique - imprègne les politiques publiques en France depuis le milieu des années 1990, en rupture avec la conception de l'Etat-providence. Depuis la loi du 2 janvier 2002, le cadre juridique de régulation du secteur social et médico-social illustre cette inflexion forte des politiques sociales, de l'action sociale et des familles. Pour saisir l'ambivalence de ces instruments et comprendre les causes du paradoxe entre libéralisation et reconcentration des pouvoirs au niveau de l'Etat, il est utile de rappeler la genèse du NPM, les circonstances qui ont présidé à son adoption dans notre pays et ses conséquences pour les établissements médico-sociaux.

Regard sur les défis de l'évaluation dans les processus de co-construction d'une politique de développement social territorial / GAGNON Frédéric, BOUCHER Maxime, PARENT André-Anne, SMITS Pernelle, Ecrire le social, 2023, n° 5, p. 58-71

<https://www.cairn.info/revue-ecrire-le-social-la-revue-de-l-aifris-2023-1-page-58.htm>

Les processus de co-construction de développement social territorial rencontrent des défis à l'égard de l'évaluation, notamment en raison des demandes et des attentes des diverses parties prenantes de cette forme d'action collective. Notre article s'appuie sur une expérience de collaboration entre la recherche universitaire et des organisations du secteur public et du tiers secteur pour réfléchir à un cadre d'évaluation d'une politique régionale de développement social. Il propose d'explorer les préoccupations des acteurs de la société civile à l'égard de l'évaluation de la mobilisation et des pratiques de travail collaboratives influencées par son déploiement dans les collectivités locales de la région. Les acteurs accordent une importance à la captation et la mesure d'éléments intangibles comme objets d'évaluation



PREVENTION DE LA RADICALISATION

Djihad sur l'Europe

Arte, 2023

<https://www.arte.tv/fr/videos/RC-024352/djihad-sur-l-europe/>

Série en 3 épisodes

Archives souvent inédites et témoins de premier plan racontent en trois volets denses et précis l'histoire trop longtemps ignorée d'un djihadisme européen toujours à l'œuvre.

PROTECTION DE L'ENFANCE

Des "États généraux de la protection de l'enfance" à lancer dans chaque département

Média social (Le), 11/09/2023

https://www.lemediasocial.fr/des-etats-generaux-de-la-protection-de-l-enfance-a-lancer-dans-chaque-departement_NW2sPs

Après la publication d'une lettre ouverte, une délégation de départements de gauche a été reçue par Charlotte Caubel. Les élus espèrent maintenant engager des "États généraux de la protection de l'enfance" dans chaque territoire avant d'aboutir à une rencontre nationale.



Le projet pour l'enfant

Convention nationale des associations de protection de l'enfant, 09/2023

<https://www.cnape.fr/documents/le-projet-pour-lenfant-2023/>

Le projet pour l'enfant (PPE) s'inscrit dans le cadre des lois du 5 mars 2007 et du 14 mars 2016. Dans le respect de l'esprit et des dispositions de la loi, ainsi que des textes fondamentaux sur lesquels s'appuie le dispositif de protection de l'enfance, cette fiche apporte des éclairages sur la raison d'être du projet pour l'enfant, les grands principes sur lesquels il doit reposer et des préconisations pour l'élaborer, le formaliser et le mettre en œuvre dans le respect de l'intérêt supérieur de l'enfant.

Le secret professionnel - Obligations de signalement, dérogations au secret professionnel, 2023, 12 p.

<https://violences-sexuelles.info/dl/VSI-SECRET-PRO.pdf>

Le secret professionnel désigne l'interdiction qui est faite à certaines personnes de divulguer des informations dont elles ont pu avoir connaissance, alors même qu'un autre citoyen, non soumis à un secret professionnel, aurait pu les dévoiler, voire aurait été obligé de signaler tel ou tel fait.

Ce secret est nécessaire pour le bon fonctionnement de la société, par exemple pour que les médecins, les avocats ou les ministres du Culte puissent assurer correctement leurs missions. Cependant, la loi peut prévoir une faculté de lever son secret professionnel, voire des obligations à le lever.

Mise en place des maraudes mixtes en protection de l'enfance. L'évaluation socioéducative à la croisée de la protection et de l'accès aux droits / LEDERMANN Nicolas

Sociographe (le), 2023, n° 83, p. 123-130

<https://www.cairn.info/revue-sociographe-2023-3-page-123.htm>

La stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi comprend un axe visant à garantir les droits fondamentaux des enfants, notamment ceux vivant dans la plus grande pauvreté, à la rue ou en bidonville. L'une des actions de cet axe, la maraude mixte en protection de l'enfance se base sur une expérimentation parisienne : la maraude des familles. Pour autant, la mise en œuvre de cette action dans l'Hérault soulève de nombreuses questions, parmi elles : comment concilier des mesures de protection de l'enfance qu'elles soient préventives ou protectrices avec le droit commun (notamment l'hébergement) et également les différents registres des droits fondamentaux de l'enfant ? Cet article se propose de traiter cette question autour de la mesure d'évaluation socioéducative, l'une des portes d'entrée du dispositif de protection de l'enfance.

Famille

Se fonder sur l'expertise de la triade papa-maman-bébé / VAN DER BORGHT Frederic

Quart monde, 2023, n° 267, p. 21-26

L'association Aire de famille accompagne les départements, l'État et les acteurs associatifs pour les aider à refonder la protection de l'enfance sur le principe de la protection de l'enfant avec ses deux parents dès sa vie prénatale, en particulier par la création de centres parentaux.

<https://airedefamille.org/>

Handicap

Un sas entre protection de l'enfance et handicap

Direction(s), 09/2023, n° 222, p. 18-20

Morhange (Moselle). Le service d'accompagnement spécifique intervient auprès de jeunes en situation de handicap confiés à l'aide sociale à l'enfance. Dix places d'internat et une équipe mobile ont été créées en 2021 pour sécuriser les parcours de ces jeunes à double vulnérabilité et venir en appui aux professionnels.

Métiers

Les 1 000 premiers jours. Mieux prévenir, mieux protéger - Les services de TISF s'engagent, 2023, 36 p.

<https://www.fnaafp.org/wp-content/uploads/2023/09/Livret.pdf>

Ce guide édité permet de souligner l'implication au quotidien des techniciens de l'intervention sociale et familiale ds le cadre des « 1.000 premiers jours ».

Placement

Des TND "plus souvent associés" aux troubles de l'humeur parmi les enfants placés

Média social (Le), 11/09/2023

https://www.lemediasocial.fr/des-tnd-plus-souvent-associes-aux-troubles-de-l-humeur-parmi-les-enfants-places_YLckpn

Comment répondre aux dépressions ou aux troubles bipolaires, fréquents chez les enfants protégés ? Pédiopsychiatre à la Pitié-Salpêtrière (Paris), Xavier Benarous attire l'attention sur les troubles du neuro-développement qui peuvent s'y ajouter.

TRAVAIL SOCIAL

Numérique : le travail social au risque de la dématérialisation

Média social (Le), 07/09/2023

https://www.lemediasocial.fr/numerique-le-travail-social-au-risque-de-la-dematerialisation_Y6t8q0

La dématérialisation a fortement mis à mal le travail social, estiment nombre de ceux qui l'exercent. Une vingtaine d'années après le lancement de cette marche en avant forcée, ils ont dû s'adapter, et témoignent ici de leurs difficultés, mais aussi de leurs stratégies pour contourner ou mettre à profit ces outils numériques. Avec en toile de fond le danger d'un travail social en perte de sens, désormais "plateformisé" à outrance.



Le secteur social confronté à la question environnementale

Lagazettedescommunes.com – Club Santé social, 04/09/2023

<https://www.lagazettedescommunes.com/883731>

Si le secteur sanitaire est soumis depuis quelques années à des contraintes réglementaires en lien avec le changement climatique, le secteur du travail social semble s'éveiller à la question. Pourtant, depuis la crise du Covid et celle des Gilets jaunes, le lien entre les thématiques de « fin du monde, fin du mois » semblent intimement liées. Enjeux et constats d'une nécessaire « écologisation du travail social », qui pourrait de surcroît fournir un argument d'attractivité pour le secteur.

De l'expérience à l'expertise : passer de l'expérience de vie à la construction d'une expertise /

PORTRON Arnaud, PORTAL Brigitte, Ecrire le social, 2023, n° 5, p. 87-94

<https://www.cairn.info/revue-ecrire-le-social-la-revue-de-l-aifris-2023-1-page-87.htm>

Pourquoi parler d'expertise concernant les personnes accompagnées ? Est-ce le terme le plus approprié concernant des personnes qui bénéficient d'un suivi, voire d'une mesure contrainte ? La notion d'expertise renvoie aux connaissances acquises par un spécialiste dans un domaine donné. Cependant, l'étymologie du mot « expert » insiste sur l'expérience. Selon cette acception, les intervenants détiennent une expertise professionnelle et les personnes qu'ils accompagnent possèdent également une expertise. Celle-ci est issue de leurs expériences de vie et de la connaissance de leur réalité. L'expertise va au-delà du témoignage, elle nécessite de prendre du recul et favorise des prises de conscience.

Cette expertise est convoquée dans nos conversations avec Arnaud, elle nous invite à une réflexion sur le travail social.

« Nul n'est censé ignorer la loi, et nul n'est censé ignorer les enjeux climatiques » [1]

Plaidoyer pour une écologisation de la formation au travail social / GRANDGEORGE Dominique

Forum - revue de la recherche en travail social, 2023, n° 166, p. 27-39

<https://www.cairn.info/revue-forum-2022-2-page-27.htm>

Il travaille à Habitat Haute Alsace (fonctionnaire en disponibilité). Dominique Grandgeorge est éducateur spécialisé et détenteur d'un master en sociologie et formateur et consultant spécialisé dans la transition écologique. A partir de son expérience professionnelle en qualité d'enseignant auprès de futurs travailleurs sociaux, des scientifiques du climat et du vivant et surtout de la pensée de Bruno Latour, Dominique Grandgeorge démontre l'urgence de reformater les contenus de la formation des travailleurs sociaux.

Dossier. L'écologie à l'encontre du travail social

Forum - revue de la recherche en travail social, 2023, n° 166, p. 8-54

<https://www.cairn.info/revue-forum-2022-2.htm>

La profession du travail social est avant tout connue pour son engagement humaniste, social et sa lutte pour la justice sociale. Bien que certain-e-s précurseur-e-s aient considéré, dans les années 70, que l'environnement, au sens des composants naturels de la planète Terre, doive également faire partie de la préoccupation et du mandat des professionnel-le-s, cette vision n'a jamais fait partie des courants dominants de ce champ professionnel. Néanmoins, comme chacun-e le sait désormais, la santé planétaire actuelle exige des changements drastiques dans nos modes de vie et de production, pour limiter les dégâts et favoriser l'habitabilité de notre planète.



VIOLENCES

Kit « Orientation femmes victimes de violence »

Centre-hubertine-auclert.fr, 2023

<https://www.centre-hubertine-auclert.fr/egalitheque/publication/kit-orientation-femmes-victimes-de-violence>

Prévalence, conséquences des mutilations sexuelles féminines chez les demandeuses d'asile en Île-de-France et caractéristiques sociodémographiques / MARQUES Serge, DUFAYET Laurène, DEQUETTE Céline

Santé publique, 2023, n° 2, p. 115-126

<https://www.cairn.info/revue-sante-publique-2023-2-page-115.htm>

Les MSF sont un problème de santé publique à l'échelle mondiale mais également en France du fait des parcours migratoires. Cette étude descriptive a permis de réaliser un premier état des lieux médical des MSF chez les demandeuses d'asile reçues à l'UMJ Hôtel-Dieu de Paris, et des difficultés au diagnostic de MSF. D'autres études seraient utiles pour corroborer et comparer nos résultats.

Violences conjugales

Rapport final « Expérimentation d'un programme de prévention des violences dans les relations amoureuses "Sortir Ensemble & Se Respecter" auprès d'une population de jeunes de 13-25 ans en région Centre-Val de Loire », 08/2023, 84 p.

<https://sesrfrance.hypotheses.org/1093>

ACQUISITIONS

Le centre de ressources vous propose de découvrir [les dernières acquisitions](#) en lien avec nos spécialités Inclusion sociale, Enfance, Santé publique et Autonomie.

